



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 275 -DDPP-14
portant prescriptions complémentaires

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre Ier du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 511-1 ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 décembre 2001 modifié réglementant les activités exercées par la société SEVIA sur le territoire de la commune de SAINT-CHAMOND – rue Michel Rondet – Z.I. Clos Marquet ;
VU l'arrêté préfectoral n°14-36 du 13 juin 2014 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;
VU l'arrêté préfectoral n°197 DDPP 14 du 16 juin 2014 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
VU le courrier de l'exploitant du 26 septembre 2013 portant à la connaissance de la Préfecture son intention de faire enregistrer son installation sous la rubrique 2790 et d'augmenter la capacité annuelle de transit d'huiles solubles de son centre ;
VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 5 juin 2014, établi au vu des documents transmis par l'exploitant ;
VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, au cours de sa séance du 23 juin 2014 ;
VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDERANT que la modification envisagée n'engendre pas de nuisances ou de risques supplémentaires,
CONSIDERANT que la modification envisagée n'apporte pas de modification substantielle,
CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu de prendre en compte la modification envisagée ainsi que l'augmentation de l'activité du centre et d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,
CONSIDERANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

Article 1er

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs concernant la société SEVIA à SAINT-CHAMOND, rue Michel Rondet, Z.I. Du Clos Marquet sur la parcelle 244 de la zone AK, non contraires aux prescriptions des articles suivants, restent applicables.

Article 2

Le tableau des installations classées de l'article 1 de l'arrêté complémentaire du 27 septembre 2011 est remplacé par le tableau suivant :

Rubriques	Nature des activités	Volumes d'activité	A, D, NC
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage de 276 t, dont - 216 t d'huiles usagées noires (cuves 1 à 4) - 60 t d'huiles solubles (cuve 5)	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t	Stockage de 276 t, dont - 216 t d'huiles usagées noires (cuves 1 à 4) - 60 t d'huiles solubles (cuve 5)	A
2790-2	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'Environnement	Installation de régénération d'huiles claires par décantation gravitaire La capacité maximale de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant de 162 tonnes (cuves 6 à 8)	A

La société SEVIA est ainsi autorisée à exploiter un centre de transit d'huiles usagées noires et d'huiles solubles et un centre de traitement d'huiles usagées claires.

Article 3

le présent arrêté vaut agrément pour le traitement des huiles claires usagées par décantation, conformément à l'article R. 543-13 du code de l'environnement.

Article 4

La liste limitative des déchets admis sur le site, fixée par l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 26 août 2009 est remplacée par la liste suivante :

Code déchets	Dénomination déchets
12 01 07*	Huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)
12 01 09*	Émulsions et solutions d'usinage sans halogènes
12 01 10*	Huiles d'usinage de synthèse
13 01 10*	Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale
13 01 11*	Huiles hydrauliques synthétiques
13 01 12*	Huiles hydrauliques facilement biodégradables
13 01 13*	Autres huiles hydrauliques
13 02 05*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale
13 02 06*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification synthétiques
13 02 07*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification facilement biodégradables

Code déchets	Dénomination déchets
13 02 08*	Autres huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification
13 03 07*	Huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale
13 03 08*	Huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques
13 03 09*	Huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables
13 03 10*	Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs
13 05 06*	Hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 08*	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs
16 07 08*	Déchets contenant des hydrocarbures

Ne sont pas admises en particulier les huiles usées contenant des PCB et PCT à une teneur supérieure à 50 ppm, ainsi que les huiles chlorées.

Article 5

La répartition de l'activité fixée par l'article 3 de l'arrêté complémentaire du 26 août 2009 est remplacée par la répartition suivante :

Qualité d'huiles	Volume d'activité
Huiles noires usagées	3 000 t/an
Huiles solubles usagées	1 500 t/an
Huiles claires	1 400 t/an

Article 6

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement. La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 7

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, la directrice départementale de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et le maire de SAINT-CHAMOND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie et il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

31 JUL. 2014

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

-Société SEVIA

Direction de l'Administration Environnementale

ZI du Parc

Rue des Fontenelles

78920 ECQUEVILLY

- Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND

- Inspection des installations classées – DREAL UT Loire

- Archives

- Chrono

copie 1/1